

BIP

Le Bulletin de l'Industrie Pétrolière

N°12757 — Lundi 12 janvier 2015 — 51^e année

À LA UNE



ALGÉRIE

Gaz de schiste : Sonatrach annonce 70 mds\$ d'investissements sur 20 ans

Sonatrach « investira pas moins de 70 mds\$ sur 20 ans pour produire 20 milliards de m³ de gaz de schiste par an », a déclaré son p-dg à la radio publique, malgré l'opposition des habitants des régions du Sahara où se trouvent les gisements. Pour atteindre cet objectif de production, l'Algérie devrait forer quelque 200 puits par an, selon les estimations de compagnie publique algérienne.

www.enerpresse.com

À SUIVRE

Russie : Fitch dégrade d'un cran la note souveraine

L'agence de notation Fitch a dégradé d'un cran la note souveraine de la Russie, à "BBB-" assortie d'une perspective négative. « La perspective s'est significativement détériorée depuis la mi-2014 à la suite de la forte baisse du prix du pétrole et du rouble, couplée à une forte hausse des taux d'intérêts », explique Fitch dans un communiqué publié ce lundi 12 janvier.

ACTUALITÉS

Le pétrole réduit le déficit commercial en novembre

Le déficit commercial de la France s'est réduit à 3,2 milliards d'euros en novembre en France, contre 4,3 mds€ en octobre, sous l'effet d'une forte contraction des achats énergétiques, selon les statistiques publiées vendredi 9 janvier par les Douanes. Le déficit énergétique est ainsi ramené de 4,23 mds€ à 3,5 mds€.

Lire pages 4 à 6

TÉMOIN DU MOIS

« Le pétrole : seule véritable arme de l'Arabie saoudite »

L'Arabie saoudite est d'un point de vue stratégique le grand bénéficiaire de la dégringolade des prix du pétrole. Mais d'après David Rigoulet-Roze, spécialiste de l'Arabie saoudite, à trop tirer sur la corde, le royaume pourrait finir par se faire prendre à son propre jeu. Marie-Claire Aoun, directrice du centre énergie à l'IFRI, complète son témoignage.

Lire pages 7 à 9

REPÈRES

Les actualités du mois de décembre 2014

Chute des prix du pétrole, nomination de Francis Duseux à la tête de l'UFIP, suspension du projet *South Stream* tentative de prise de contrôle de CGG par Technip, etc. Retour sur tout ce qui a fait l'actualité énergétique du mois de décembre 2014 en France et dans le monde.

Lire pages 10 à 17

STATISTIQUES

Évolution des prix de vente des carburants et des fiouls

Nous publions dans le *Bulletin de l'industrie pétrolière* de ce jour les dernières données hebdomadaires communiquées par la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) sur les prix de vente des carburants et des fiouls en France.

Lire pages 18 et 19

MARCHÉS À TERME – 9 JANVIER 2015

	NYMEX		ICE	
	WTI \$/bl	Gaz nat. \$/MBtu	Brent \$/bl	Gazole \$/t
Janv.	-	-	-	469,00 -10,75
Fév.	48,36 -0,43	2,946 +0,019	50,11 -0,85	478,75
Mars	48,99	2,947	51,30	481,50
Avril	49,73	2,931	52,55	484,25
Mai	50,54	2,948	53,76	488,00

Les prix du pétrole ont fini en baisse vendredi à New York et à Londres, de bons chiffres sur l'emploi américain et un dollar plus faible ne suffisant pas à stabiliser un marché plombé par l'abondance de l'offre.

Président / Directeur de la publication : Christophe Czajka.

Pour joindre directement vos correspondants composer le 01.40.13 suivi des 4 chiffres figurant entre parenthèses.

Directeur éditorial : François-Xavier Hermelin (50 93) - Rédactrice en chef : Sophie Tétrel (50 58) - Rédacteurs : Timothée Bongrain (36 43) -

Gabrielle Desanges (50 57) - Anne-Marie Kopanski (35 27) - Assistante : Stéphanie Leclerc (50 61) - Courriel : stephanie.leclerc@groupemoniteur.fr

Principal actionnaire : INFO SERVICES HOLDING - Société éditrice : Groupe Moniteur SAS au capital de 333 900 euros. RCS : Paris B 403 080 823

Siège social : 17, rue d'Uzès 75108 Paris cedex 02 - Numéro de commission paritaire : 0917 T 82074

Impression : AB Printed - 6 rue Eugène Barbier - 92400 Courbevoie - Dépôt légal : à parution.

UNION EUROPÉENNE**L'architecture du marché gazier s'adapte à la nouvelle donne**

L'Agence de coopération des régulateurs nationaux (Acer) a publié jeudi 8 janvier la révision du modèle cible d'organisation du marché européen pour le gaz. Le « Gas Target Model » (GTM) élabore une architecture du marché européen en définissant une vision commune entre les États membres de l'Union européenne sur le long terme, rappelle Benoît Esnault, chef de département des Interconnexions et des Affaires Européennes à la CRE. Cet outil permet de faciliter la rédaction des codes de réseau (2 ont été adoptés et sont en cours d'application : sur le mécanisme d'attribution des capacités et sur l'équilibrage ; un 3^e sur l'interopérabilité des réseaux sera publié bientôt), qui, eux, ont une portée législative. Le premier modèle cible a été élaboré en 2011 sur un principe qui reste inchangé : modèle fondé sur des flux de gaz allant de hub en hub avec une allocation des capacités selon un mécanisme d'enchères unique pour toute l'Europe. Mais face à la nouvelle donne gazière en Europe, une révision de la vision à long terme s'avérait nécessaire. Ces dernières années, l'Union européenne s'est dotée d'un paquet 2030 et d'une vision à 2050.

Le nouveau GTM répond à trois changements, relève Benoît Esnault : évolution de la demande gazière (le précédent GTM avait été élaboré avec la vision d'un marché en croissance, ce qui n'est plus le cas) et augmentation du risque concernant l'approvisionnement extérieur (crise avec la Russie) ; anticiper les étapes suivantes d'intégration du marché pour augmenter la liquidité des zones ou hubs ; et approfondir les questions sur la maturité des marchés notamment avec les produits de couverture (futures). Le nouveau GTM s'intéresse également au rôle du gaz en complément de la production issue des énergies renouvelables et également des nouveaux développements dans la chaîne d'approvisionnement gazière (GNL et GNC dans le transport et dans des applications alternatives aux réseaux et technologie « Power to gas »). « *Il est important que nous facilitions l'émergence des nouvelles utilisations du gaz par des interventions appropriées et limitées* », indique le GTM.

Des indicateurs sont également définis afin de réaliser des bilans de performance des mesures prises par les régulateurs. L'Acer fixe une échéance en 2017 (et tous les 3 ans ensuite) pour une évaluation du fonctionnement des marchés de gros que réalisera chaque régulateur national. Dans le cas où un bilan montre des insuffisances, le GTM suggère des réformes structurelles pour corriger le tir. Il cite trois modèles d'intégration des marchés en précisant que ceux-ci ne sont pas les seuls possibles. Ces trois modèles sont : la fusion totale des marchés ; la « trading region » (création d'une zone commune en conservant des zones d'équilibrage distinctes) ; et le marché satellite. Des couplages de marchés sont également évoqués par le GTM.

ALGÉRIE**Gaz de schiste : Sonatrach annonce 70 mds\$ d'investissements**

Sonatrach investira pas moins de 70 milliards de dollars pour l'exploitation du gaz de schiste en Algérie, a indiqué dimanche le p-dg de Sonatrach, Said Sahnoun, malgré l'opposition des habitants des régions du Sahara où se trouvent les gisements. Le groupe public algérien « *investira pas moins de 70 mds\$ sur 20 ans pour produire 20 milliards de m³ de gaz de schiste par an* », a-t-il déclaré à la radio publique. Ce projet permettra la création de 50 000 emplois, a-t-il assuré. Pour atteindre cet objectif de production, l'Algérie devrait forer quelque 200 puits par an, selon les estimations de la Sonatrach, qui chiffre à 20 000 G.m³, les ressources techniquement récupérables de gaz de schiste de l'Algérie.

Cette annonce intervient alors que des manifestations contre l'exploitation du gaz de schiste se sont multipliées dans les villes du Sahara algérien depuis que le groupe pétrolier a annoncé fin décembre avoir effectué avec succès son premier forage pilote dans la région d'In Salah (cf. BIP du 07.01). Depuis le premier janvier, les écoles, les commerces et les administrations

publiques sont par ailleurs fermées à In Salah où l'opposition à l'exploitation de cette source d'énergie prend de plus en plus de l'ampleur, selon le quotidien *Liberté*, cité par l'AFP. « *Il faut clarifier et lever les ambiguïtés autour du gaz de schiste (...) peut-être que nous n'avons pas suffisamment communiqué sur sujet, les craintes sont justifiées* », a de son côté expliqué le patron du groupe pétrolier algérien, ajoutant que le puits pilote de In Salah « *est en train de produire du gaz propre* » et qui « *il y a une gestion des rejets des eaux* ».

En Algérie où les hydrocarbures comptent pour plus de 95 % des recettes d'exportations, les réserves en gaz conventionnel prouvées sont estimées à plus de 4 000 mds de m³ et celles en pétrole à plus de 12 mds de barils.

OPEP

Iran, Venezuela et Algérie veulent coopérer pour soutenir les prix

Le président iranien, Hassan Rohani, et son homologue vénézuélien, Nicolas Maduro, en visite à Téhéran, ont appelé à une coopération au sein de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) pour soutenir les prix du pétrole, a rapporté samedi 10 janvier le site du gouvernement iranien. « *Sans aucun doute, la coopération des membres de l'OPEP qui sont sur la même ligne pourra permettre de neutraliser les plans de certaines puissances contre l'OPEP et stabiliser les prix à un niveau acceptable en 2015* », a déclaré le président Rohani lors de sa rencontre avec M. Maduro. Le président vénézuélien a aussi demandé « *la coopération des pays exportateurs pour ramener la stabilité du prix du pétrole, qui est un produit stratégique* ». En recevant M. Maduro, l'ayatollah Ali Khamenei, a également dénoncé « *la baisse bizarre des prix du pétrole en si peu de temps, qui ne peut être qu'un acte politique et non économique* ». « *Nos ennemis communs utilisent le pétrole comme un levier politique et ont très certainement un rôle dans la baisse des cours* », a ajouté le numéro un iranien en faisant allusion aux États-Unis et à l'Arabie saoudite.

L'Iran et le Venezuela, tous deux membres de l'OPEP, souffrent particulièrement de la chute du prix de l'or noir et critiquent la politique de l'Arabie saoudite, chef de file de l'OPEP, qui a refusé une baisse de la production du cartel pour empêcher la chute des prix. Le président Rohani et d'autres responsables iraniens ont dénoncé à plusieurs reprises Ryad pour son refus de coopérer pour faire remonter les cours. De son côté, M. Maduro a affirmé que certains pays de l'OPEP et non-OPEP comme la Russie cherchaient à « *trouver un mécanisme pour ramener le prix du pétrole à un minimum acceptable* ».

Le président vénézuélien est arrivé à Téhéran dans la nuit de vendredi à samedi pour une visite de 24 heures, sa première dans ce pays depuis son accession à la présidence en 2013. Téhéran et Caracas ont renforcé depuis le milieu des années 2000 leurs relations politiques et économiques. Les ex-présidents Mahmoud Ahmadinejad et Hugo Chavez avaient largement développé ces relations en insistant sur leur politique anti-américaine commune. Avec cette visite, Nicolas Maduro poursuit sa tournée pour chercher un soutien financier. Il s'est auparavant rendu en Chine où il a conclu des accords portant sur plus de 20 milliards de dollars d'investissements (cf. BIP du 08.01).

Le président vénézuélien s'est par ailleurs entretenu hier dimanche 11 janvier à Ryad avec le prince héritier d'Arabie saoudite, avant de partir pour l'Algérie, où il discutera également de la dégringolade des cours du pétrole. « *Ces entretiens seront l'occasion d'une concertation entre l'Algérie et le Venezuela, deux membres actifs de l'OPEP, au sujet de l'actuelle crise des prix du pétrole et sur les moyens de parvenir à leur redressement, dans le cadre d'un effort élargi aux producteurs non-OPEP* », a expliqué la présidence algérienne dans un communiqué cité par l'agence APS.

MONDE**Record d'émissions de CO₂ dues à la combustion de fossiles**

Les émissions mondiales de dioxyde de carbone dues à la combustion d'énergie fossile, soit 80 % du total, ont atteint un niveau record de 31,7 milliards de tonnes de CO₂ en 2012, selon les statistiques publiées le 7 janvier par le Commissariat général au développement durable. La croissance constatée de 1,2 % est toutefois moins importante que les années précédentes (2,8 % en 2011 et 5,2 % en 2010). Le CGDD note en outre de forts contrastes géographiques dans ces évolutions : les émissions continuent de diminuer dans les pays les plus développés économiquement (- 1,5 %) tels que les États-Unis (-4,1 %) alors qu'elles croissent fortement dans les autres (+ 3,8 %) même si c'est à un rythme très ralenti par rapport aux années précédentes. Ces pays, qui comprennent la Chine et l'Inde, sont responsables de plus de la moitié des émissions mondiales (55 %).

Les émissions de l'Union européenne s'élèvent à 3,5 G. t CO₂ en 2012, en baisse de 1,2 % par rapport à 2011, mais elles progressent en France (+ 1,6 %), en Allemagne (+ 1,8 %) et au Royaume-Uni (+4,8 %), ces trois pays étant responsables à eux seuls de 44 % des émissions de l'UE-28. Rapportées au PIB, ces émissions de carbone reculent dans la plupart des pays, entraînant une baisse de 2,1% au niveau mondial. Cependant, rapportées à la population, elles stagnent. À noter que les émissions par habitant de la Chine ont triplé au cours des vingt dernières années pour atteindre 6,1 t CO₂ /habitant en 2012, contre 5,1 t CO₂ /hab. en France... et 16,1 t CO₂/hab. aux États-Unis.

FRANCE**Incorporation : la profession pétrolière maintient les spécifications européennes dans les spécifications intersyndicales**

« En l'absence de la confirmation formelle de l'extension à ce nouveau produit des garanties des constructeurs en vigueur pour tout véhicule commercialisé en Europe, la profession pétrolière indique qu'elle maintient à titre conservatoire le taux d'incorporation de 7 % dans les spécifications intersyndicales en conformité avec la norme européenne EN590 », a fait savoir dans un communiqué commun publié vendredi 9 janvier l'AIP, le CNPA, la FEDIE, la FF3C, la FFPI, la FNM, l'UFIP et l'USI. « La fiche CSR3 du gazole sera modifiée en conséquence, et mentionnera le taux d'incorporation de 8 % dans les spécifications administratives », ajoute le communiqué. « Cette mesure conservatoire permet aux distributeurs qui le souhaiteraient de commercialiser dès à présent un carburant aux nouvelles spécifications administratives françaises, sachant qu'à ce jour, les garanties des constructeurs restent conditionnées à l'utilisation d'un carburant à la norme EN590 ».

Pour rappel, dans deux arrêtés datés du 31 décembre 2014 et publiés le 3 janvier 2015 au *Journal officiel* (cf. BIP du 05.01), le gouvernement français a autorisé le passage de 7 % à 8 % du taux d'incorporation d'esters méthyliques d'acides gras (ou EMAGI) dans le gazole en France. « La profession pétrolière prend acte de cette décision et souligne qu'en autorisant ce niveau d'incorporation de 8 %, la France déroge à la norme européenne² qui garantit aux utilisateurs de gazole, les mêmes spécifications dans l'ensemble des pays de l'Union européenne », souligne le communiqué.

FRANCE**Le pétrole réduit le déficit commercial en novembre**

Le déficit commercial de la France s'est réduit à 3,2 milliards d'euros en novembre en France, contre 4,3 mds€ en octobre, sous l'effet d'une forte contraction des achats énergétiques, selon les statistiques publiées vendredi 9 janvier par les Douanes. Le déficit énergétique est

ainsi ramené de 4,23 mds€ à 3,5 mds€. Il se réduit très fortement pour les hydrocarbures naturels (2,445 mds€) en raison d'une baisse prononcée du volume des approvisionnements (- 18 %) associée à la chute du prix du baril, cependant tempérée par la dépréciation de l'euro.

Cela se traduit notamment par une amélioration du solde commercial particulièrement nette vis-à-vis de l'Amérique (recul des achats de produits pétroliers raffinés comme le gazole) et l'amplification de l'excédent vis-à-vis du Proche et du Moyen-Orient, en partie liée à la réduction des achats pétroliers. Les replis des importations d'hydrocarbures naturels se focalisent sur l'Arabie saoudite, le Kazakhstan, l'Angola, le Nigeria (hausse des ventes de produits pétroliers raffinés et diminution des achats de brut) et l'Algérie, alors que de petites hausses sont enregistrées pour l'Égypte et la Libye. Les achats de gaz baissent de façon plus modérée, selon les Douanes.

LITHUANIE

Sofregaz signe un contrat pour une station de chargement camion et d'avitaillement bateau

Le Français Sofregaz a signé avec la société lituanienne Klaipedos Nafta un contrat pour les études de conception, de FEED (conception et ingénierie de base) et d'analyse d'impact sur l'environnement pour une station de chargement camions de gaz naturel liquéfié (GNL) et de *bunkering* (avitaillement) de bateaux, a annoncé cette société du groupe Maire Tecnimont dans un communiqué du 6 janvier. La signature remonte au 8 décembre 2014. Sofregaz précise que le chargement du GNL est effectué depuis le FSRU (unité flottante de stockage et de regazéification) *Independence* que Klaipedos Nafta loue pour 10 ans.

La Lituanie, premier pays Balte à s'être doté d'un terminal d'import de GNL, souhaite que cette station de chargement camion et d'avitaillement de bateaux soit une des sources d'approvisionnement en GNL pour les pays voisins, explique Sofregaz.

ÉGYPTE

Le Caire verse 15 M\$ dus à Circle Oil

Circle Oil a reçu un versement de 15 millions de dollars du gouvernement égyptien dans le cadre du programme du Caire d'apurement de sa dette envers les compagnies énergétiques opérant dans le pays (cf. *BIP des 05.01 et 06.01*). « Il en résulte une réduction significative de la dette restante », selon un communiqué publié vendredi 9 janvier par l'indépendant irlandais, spécialisé dans l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

CANADA

L'Alberta prévoit un déficit de 500 M\$ CAD

Le premier ministre de l'Alberta, Jim Prentice, a admis que la province canadienne spécialiste des sables bitumineux était confrontée à un déficit de 500 millions de dollars canadiens (422,3 M\$) pour 2015 en raison de la chute des cours du pétrole, alors qu'elle comptait initialement sur un surplus. M. Prentice a ajouté, dans un entretien publié le 8 janvier par la *Presse Canadienne*, que l'Alberta ne devrait pas réussir à rééquilibrer son budget avant l'année fiscale 2017-2018 car ses conseillers envisagent une reprise plutôt graduelle du prix du brut. Selon la *Presse Canadienne*, l'Alberta tire près du cinquième de ses revenus des redevances sur les ressources naturelles et le gouvernement perd 215 MCAD en redevances pour chaque dollar en moins que prévu sur le prix du baril. La province basera son prochain budget sur un baril à 65 \$, contre 95 \$ l'an dernier.

ÉTATS-UNIS**Les véhicules diesel ont le vent en poupe**

La motorisation diesel connaît un regain d'intérêt aux États-Unis sous l'impulsion des constructeurs automobile General Motors (GM) et FCA US, ex-Chrysler, explique l'*AFP* dans un article du 9 janvier. Ainsi, selon les estimations de l'association Diesel Technology Forum (DTF), lobbying du gazole, la croissance des ventes de véhicules diesel en 2014 a été quatre fois plus importante que l'ensemble du marché (5,9 %) automobile américain. Pour le cabinet IHS Automotive, les immatriculations de véhicules diesel ont en effet bondi de 30 % entre 2010 et 2013. Et si à ce jour, le diesel ne représente que 3 % des ventes automobiles aux États-Unis, il devrait s'élever à plus de 7 % en 2017, selon le cabinet d'études J.D. Power. « *Les consommateurs américains sont prêts à accepter les moteurs diesel qui ont beaucoup changé depuis la malheureuse expérience de GM* », a expliqué à l'agence de presse le professeur Martin Zimmerman de l'Université du Michigan, ajoutant que « *toute personne qui a été en Europe et a loué une voiture diesel sait que ce n'est plus pareil* ».

Deux raisons principales sont derrière ce nouvel essor du diesel sur le marché américain. Tout d'abord, la réglementation plus sévère sur les émissions de CO₂ : le gouvernement Obama a fixé au *Big Three* (GM, Ford et FCA US) un objectif de consommation moyenne de 6,7 litres pour 100 km à l'horizon 2016 et de 4,3 litres d'ici 2025. Or cette ambition est plus facile à atteindre grâce à la sobriété du moteur diesel, selon les experts. Ce dernier est également moins coûteux à développer que les solutions hybrides ou tout-électriques boudées par les principaux groupes automobiles américains. Ensuite, il y a l'engouement du conducteur américain pour les grosses cylindrées (SUV et Pickups ou camionnettes à plateau) particulièrement adaptés à une motorisation diesel. Actuellement 46 modèles diesel, dont 27 voitures de tourisme et SUV, sont disponibles sur le marché américain, selon DTF. Ce nombre devrait doubler d'ici 2018, estime l'association.

EN BREF**Lundin Petroleum a reçu le consentement de l'autorité de sécurité pétrolière**

norvégienne pour le forage du puits d'exploration 16/1-24 destiné à tester le prospect Gemini, situé sur la licence de production PL 338 du bloc 16/1, dans la partie centrale de la Mer du Nord, a annoncé le 9 janvier la compagnie norvégienne. Le forage devrait débuter en janvier et durer 46 jours, précise le communiqué. Gemini, opéré par Statoil (80 %) avec OMV (20 %) pour partenaire, est situé à 10 km au Sud-Est de champ Edvard Grieg.

La cokéfaction et le raffinage est en hausse de 9 % en novembre 2014 sur trois mois, et de 11,3 % par rapport à la même période en 2013, selon les chiffres de la production industrielle publiés le 9 janvier par l'INSEE. Entre octobre et novembre, en revanche, le secteur enregistre un repli de 5,7 %, après une progression de 1 %, en raison notamment de la maintenance de la raffinerie Total de la Mède.

Les prix à la production de l'énergie ont reculé de de 5 % sur un an en novembre 2014 dans la zone euro (0,7 % sur un mois) et de 6,5 % dans l'ensemble de l'Union européenne (1,2 % sur le mois), selon les données publiées le 9 janvier par Eurostat.

La part des véhicules particuliers diesel ont continué de reculer en 2014, avec près de 64 %, et ce pour la deuxième année consécutive, selon les chiffres publiés le 2 janvier par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). En 2012, la part de marché du diesel avait atteint 73 % et 67 % en 2013.

DAVID RIGOULET-ROZE, ENSEIGNANT-CHERCHEUR, SPÉCIALISTE DE L'ARABIE SAOUDITE RATTACHÉ À L'INSTITUT FRANÇAIS D'ANALYSE STRATÉGIQUE (IFAS)

« *La seule véritable arme de l'Arabie saoudite, c'est le pétrole* »

L'Arabie saoudite est d'un point de vue stratégique le grand bénéficiaire de la dégringolade des prix du pétrole. Mais d'après David Rigoulet-Roze, spécialiste de l'Arabie saoudite, à trop tirer sur la corde, le royaume pourrait finir par se faire prendre à son propre jeu.

BiP L'Arabie saoudite affirme que la décision de maintenir la production pétrolière de l'OPEP est purement économique et non politique. *Qu'en pensez-vous ?*

L'Arabie saoudite explique que, lorsqu'elle a diminué les quantités de brut sur le marché dans les années 1980, les cours n'ont pas remonté pour autant et qu'en faisant baisser sa production, elle perdrait des parts de marché. Ce n'est pas faux et il est délicat de démêler la dimension purement économique, qui répond simplement aux règles du marché, de la dimension géopolitique. Elle est pourtant certainement présente, contrairement à ce que Riyad affirme. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux récentes positions du prince milliardaire Waleed bin Talal, une personnalité très influente issue de la famille royale. Selon lui, la politique pétrolière saoudienne et le manque de maîtrise des dépenses publiques, malgré le déficit colossal annoncé pour 2015, sont catastrophiques et risquent de poser beaucoup de problèmes en interne. Il a raison. C'est pourquoi il semble de plus en plus évident que Riyad mène bien ici une bataille sur le plan géopolitique. Lorsque le ministre du Pétrole saoudien annonce que son pays tiendra bon même avec un baril à 20 \$, alors qu'il sait que de nombreux pays producteurs, y compris au sein de l'OPEP, vont s'effondrer, nous ne sommes plus dans le seul registre économique mais dans un agenda politique spécifiquement saoudien.

BiP Quels sont concrètement les risques pour le royaume sur le plan intérieur ?

Certains experts évoquent la possibilité pour Riyad de tenir un an, voire deux. Rien n'est moins sûr. La manne pétrolière, qui représente 75 % des recettes budgétaires, lui a certes permis de constituer une réserve suffisante pour voir venir. Mais ses besoins sont tels que le jeu reste dangereux s'il dure trop longtemps. Sur le plan intérieur, le pétrole lui permet d'acheter la paix sociale. Au moment des « Printemps arabes », l'État a ainsi mis sur la table un chèque de 135 milliards de dollars pour étouffer toute contestation en distribuant des subventions sociales de toutes sortes (bourses aux étudiants, subventions aux jeunes, aides aux logements, augmentation du salaire des fonctionnaires etc.). Et cela fonctionne jusqu'à présent.

Mais l'Arabie saoudite est l'un des pays du monde où la croissance démographique est la plus forte : c'est une vraie bombe à retardement qui explosera sans doute s'ils prennent le risque de laisser fondre ces rentrées pétrolières sur un ou deux ans. Quelque 300 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Or celui-ci est totalement sclérosé parce que les Saoudiens n'ont pas les qualifications suffisantes pour faire tourner l'économie. Pour donner une idée, dans les universités saoudiennes, l'étude de la religion occupe l'essentiel du temps d'enseignement contre une petite partie pour l'anglais et/ou les mathématiques. Les nationaux occupent pour la plupart des emplois plus ou moins « fictifs » financés par l'État et l'économie fonctionne grâce aux travailleurs étrangers. L'objectif du roi Abdallah de « saoudisation » de l'économie n'est qu'incantatoire tant que le système scolaire n'est pas réformé. Et sans les subventions, les jeunes qui en sortent auront plus de chances de se laisser entraîner par des mouvements type *Al Qaïda*. Ce danger inquiète d'ailleurs beaucoup Riyad qui fait face à des tentatives d'infiltration et de déstabilisation de l'« État islamique ». D'autre part, la question de la succession n'est toujours pas réglée et fragilise aussi le royaume.

BiP La baisse du prix du pétrole peut-elle aussi déstabiliser le royaume sur la scène régionale ?

Le régime risque à long terme est de ne plus avoir les moyens de sa politique, qui a toujours été d'acheter des allégeances et de maintenir des régimes amis autour d'elle grâce à l'argent du pétrole. C'est ce qu'elle a fait par exemple en Égypte en soutenant Abdel Fattah Al-Sissi contre les Frères musulmans avec une aide financière massive de l'ordre de 5 mds\$. Il y a également des aides plus officieuses comme celles apportées à certains groupes anti-Bachar el-Assad en Syrie. Riyad a aussi proposé récemment au Hamas de couper tous les ponts avec Téhéran en échange d'une forte somme d'argent. Mais l'offre a été déclinée.

Cette situation coute par ailleurs très cher à tous les membres de l'OPEP : les cours de bourse ont déjà chuté de manière spectaculaire. Tout le monde est affecté mais les pays arabes membres du cartel ont accumulé suffisamment de réserves pour voir venir quelque temps et leur alignement de fait sur l'Arabie saoudite semble se maintenir jusqu'à présent. Cela dit, contrairement à l'Iran qui a déjà opéré sa transition démographique et dont les jeunes sont éduqués, y compris les femmes, ces pays font face au même problème démographique que Riyad (75 % de la population du royaume a moins de 25 ans). Je ne vois pas comment ce consensus pourrait durer longtemps. Il va forcément y avoir des tensions au sein de l'organisation.

BiP Qui seraient les cibles de cette « guerre » des prix du pétrole ?

D'après moi l'Arabie saoudite mène une stratégie à double détente. Elle vise d'un côté l'Iran, son adversaire sur la scène régionale, et la Russie, soutien à la fois de Bachar el-Assad et de Téhéran. Mais elle vise aussi clairement les États-Unis qui accèdent à l'autosuffisance énergétique grâce aux huiles et gaz de schiste. Pour comprendre la relation entre ces deux pays je vous renvoie au « Pacte de Quincy » de 1945 entre Roosevelt et Ibn Séoud, officiellement renouvelé en 2005. Pour les Saoudiens, l'accord peut se résumer ainsi : votre protection militaire en échange de notre pétrole. Cette alliance a structuré tout le système sécuritaire du Golfe depuis des décennies. Or, aujourd'hui, les États-Unis sont en passe de pouvoir se passer du pétrole saoudien ; en revanche, sans la protection militaire américaine, l'Arabie saoudite n'est pas grand-chose. Sur le papier, elle est à la tête d'une armée impressionnante et suréquipée, mais sur le plan opérationnel, les Saoudiens ne sont pas réellement en situation de pouvoir mener une guerre ; leur sécurité est assurée sur le terrain par des contingents étrangers et leur seule vraie arme propre reste le pétrole.

La relation américano-saoudienne a très bien fonctionné pendant toute la Guerre froide. Même après le choc pétrolier de 1973 qui a vu l'OPEP fermer le robinet pétrolier, en pleine guerre du Vietnam, les États-Unis ont continué à percevoir le pétrole saoudien en vertu d'un accord secret entre les deux pays. Et durant la seconde moitié des années 80, lorsque les États-Unis ont demandé aux Saoudiens de faire descendre le prix du baril à 10 \$ pour couler l'économie soviétique, ils l'ont fait. Mais le 11-Septembre a marqué un tournant dans cette relation symbiotique. Les États-Unis se sont rendu compte que leur allié était loin d'être un ami puisqu'il finançait leur pire ennemi, en l'occurrence l'extrémisme sunnite.

BiP Cette stratégie contre l'industrie pétrolière et gazière américaine peut-elle être efficace ?

D'après moi, cela s'apparenterait à une forme de « *stress test* » : les Saoudiens veulent voir jusqu'où les États-Unis sont prêts à aller financièrement, dans quelle mesure les grandes compagnies concernées par les *shale oil* peuvent résister, et leur montrer par la même occasion qu'ils ont encore de sérieux moyens de pression. Concrètement, il y a déjà des effets aux États-Unis : ConocoPhillips a par exemple annoncé une baisse de 20 % de ses investissements pour l'année qui vient dans les schistes. Le groupe parapétrolier Halliburton a annoncé 1 000 suppressions d'emplois. Il va sans doute aussi y avoir un phénomène d'absorption des compagnies américaines les plus faibles par les plus grandes, qui devraient résister, comme Apache ou Anadarko... Mais je pense que ça ne changera pas fondamentalement la donne. Les États-Unis semblent prêts à financer momentanément à perte cette industrie des schistes qui est la condition *sine qua non* de leur indépendance énergétique. Cela n'a pas de prix à leurs yeux. C'était déjà une priorité nationale sous George Bush, avant même le 11-Septembre.

« L'Arabie saoudite bénéficie d'une situation économique et financière extrêmement solide »

MARIE-CLAIRE AOUN, DIRECTRICE DU CENTRE ÉNERGIE À L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES

BiP Les hydrocarbures représentent près de 90 % des recettes liées aux exportations pour l'Arabie saoudite et pour la première fois depuis 2009, le royaume a annoncé un budget 2015 en déficit : près de 39 milliards de dollars. Est-ce un problème pour Riyad ?

Pas dans l'immédiat. Durant ces dix dernières années, l'Arabie saoudite a profité des prix très élevés du pétrole (autour de 110 dollars depuis 2011) associés à ses faibles coûts de production pour redresser la barre. Aujourd'hui, le pays bénéficie d'une situation économique et financière extrêmement solide. La Banque centrale (SAMA) détient près de 750 milliards de dollars d'actifs. Le pays affiche un niveau d'endettement très faible, environ 3 % de son PIB, un taux de croissance économique élevé (6 % en 2012, 4 % en 2013) et une amélioration nette des indicateurs de développement humain. Le royaume est donc armé pour tenir sans flancher, en tout cas à court terme, face à la chute des prix du pétrole. Cette baisse pourrait cependant représenter un risque à plus long terme, tant ses besoins budgétaires sont importants.

BiP En revanche, le risque est bien réel pour d'autres producteurs membres de l'OPEP comme l'Iran, le Venezuela ou le Nigeria. Y a-t-il un risque d'éclatement de l'organisation ?

Il est encore trop tôt pour se prononcer. Mais la décision de l'OPEP de novembre dernier de ne pas réduire la production est essentiellement saoudienne. Si la chute des prix persiste et que l'Arabie saoudite, jusqu'ici appuyée par les autres pays du Golfe, maintient sa position, les tensions au sein de l'OPEP pourraient s'accroître et déstabiliser l'organisation.

BiP Quel est l'impact de la baisse du prix du pétrole sur l'industrie des schistes américains ?

La moyenne du *break even* pour la production du pétrole de schiste américain se situe aujourd'hui autour de 70 \$. Mais il s'agit d'une moyenne et certains champs sont encore rentables à des prix bien plus bas. Les prix actuels n'excluent donc pas toute la production. D'autre part, il faut tenir compte de la baisse des coûts de production. Elle est très importante grâce aux progrès technologiques réalisés et à l'amélioration de l'efficacité des forages.

BiP Y a-t-il un risque pour le secteur énergétique saoudien ?

L'Arabie saoudite bénéficie des coûts de production les plus bas au monde donc, pour l'industrie pétrolière en tant que telle, la réponse est non. En revanche, il peut y avoir un impact sur son système énergétique. Sa consommation pétrolière a doublé depuis 2000 et son mix énergétique est exclusivement fondé sur le pétrole et le gaz. Il n'est absolument pas soutenable à long terme. Certains observateurs prévoient même qu'au rythme de consommation actuel, le royaume pourrait devenir importateur net de pétrole en 2040.

Cette augmentation de la demande est liée en grande partie à des prix énergétiques très faibles largement subventionnés par l'État. Les subventions au secteur électrique et aux produits pétroliers représentent 9 % environ du PIB saoudien. Conscient de la situation, Riyad a d'ailleurs annoncé des objectifs relativement ambitieux en matière de diversification vers les énergies renouvelables et le nucléaire. Ces programmes nécessiteront des investissements considérables qui pourraient être retardés si la baisse des prix du pétrole venait à durer. Mais nous n'en sommes pas là...

Propos recueillis par Gabrielle Desanges

DÉCEMBRE 2014

	Décembre 2014 (Moyenne)	Novembre 2014 (Moyenne)	Variation
WTI (Nymex) - \$/bl	59,29	75,81	- 21,79 %
Gaz naturel (Nymex) - \$/MBtu	3,508	4,234	- 17,15 %
Brent (IPE) - \$/bl	63,28	79,63	- 20,53 %
Gazole (ICE) - \$/t	572,70	707,61	- 19,06 %

Chute des prix du pétrole – Francis Duseux - South Stream – Repsol – États-Unis – Halliburton – Technip – Climat – COP20 – Petrobras – OPEP – Gaz de schiste américain – GNL – Keystone XL – Gaz russe – Technip/CGG – Sanctions russes – Yamal LNG – TRV

LUNDI 1^{ER} DÉCEMBRE

- **SOUTH STREAM** Le président russe Vladimir Poutine annonce lors d'une visite en Turquie l'abandon du projet russo-italien de gazoduc *South Stream*.
- **ROSNEFT** Le Premier ministre russe Dimitri Medvedev signe une directive permettant la privatisation de 19,5 % supplémentaires de Rosneft, Le gouvernement compte céder jusqu'à 2,07 milliards d'actions Rosneft.
- **TRANSCANADA** TransCanada suspend son projet de terminal pétrolier à Cacouna, sur le fleuve Saint-Laurent, après que les autorités canadiennes ont officiellement classé la colonie de bélugas, qui compte moins d'un millier d'individus, « *en voie de disparition* ».

MARDI 2

- **UFIP** L'ancien p-dg d'Esso SAF, Francis Duseux, succédera le 1^{er} janvier 2015 à Jean-Louis Schilansky comme président de l'Union française des industries pétrolières (UFIP), annonce l'organisation.
- **IRAK** Le gouvernement irakien et la région autonome du Kurdistan concluent un accord intérimaire pour régler le différend sur les exportations pétrolières qui empoisonne leurs relations depuis un an.
- **EXPLORATION** Vermilion compte intensifier ses activités dès 2015 en Béarn (Pyrénées-Atlantiques), déclare Jean-Pascal Simard, directeur des relations publiques de Vermilion REP, filiale française du groupe canadien.
- **SCHLUMBERGER** Schlumberger décide de restructurer sa flotte de navires dédiés à la sismique marine, gérée par WesternGeco, en raison de la baisse des dépenses d'exploration des compagnies pétrolières et dans le but de réduire ses coûts.

MERCREDI 3

- **DEVELOPPEMENT DURABLE** Jean-Paul Albertini quitte le poste de délégué interministériel et commissaire général au développement durable.
- **ALLEMAGNE** Le conseil des ministres allemand adopte un plan d'action de réduction des émissions de GES d'ici à 2020, afin de respecter ses engagements climatiques européens.

- **ROYAUME-UNI** Le chancelier de l'Échiquier, George Osborne, annonce une diminution immédiate de 2 points des taxes additionnelles sur les profits des compagnies d'exploration et de production d'hydrocarbures en Mer du Nord britannique, qui passent ainsi de 32 % à 30 %.
- **ISRAËL** Une nappe de pétrole brut s'est répandue dans le désert du Sud d'Israël, à environ 20 km au Nord de la cité balnéaire d'Eilat, à la suite d'une fuite sur un oléoduc. L'opérateur EAPC déclare que 5 millions de litres de pétrole se sont déversés dans cette réserve naturelle protégée.
- **ÉTATS-UNIS** La chute des prix du pétrole a entraîné un recul de près de 40 % du nombre de nouveaux permis délivrés aux États-Unis en novembre, selon les données du cabinet Drilling Info. Il fait état de 4 520 nouveaux permis approuvés en novembre, contre 7 227 en octobre.
- **BULGARIE** Le gouvernement bulgare lance un appel d'offres pour deux blocs *offshores* situés sur le plateau continental de sa zone économique exclusive en Mer Noire, le bloc 1-14 Silistar et le bloc 1-22 Teres.
- **PNW LNG** Petronas diffère sa décision finale d'investissement pour son projet Pacific NorthWest LNG au Canada, en Colombie Britannique, un projet estimé à plus de 30 mds\$.

JEUDI 4

- **ARABIE SAOUDITE** Saudi Aramco annonce qu'elle va réduire ses prix officiels de vente du pétrole destiné aux marchés asiatique et américain.
- **NORVÈGE** L'économie norvégienne, très dépendante de l'exploitation pétrolière, verra son produit intérieur brut (PIB) « continental », c'est-à-dire hors production d'hydrocarbures et transport maritime, progresser de seulement 1,0 % en 2015, contre 2,1 % attendu jusqu'à présent et 2,6 % en 2014 (chiffre revu à la hausse), annoncé l'Institut norvégien de la statistique (SSB).
- **ANGOLA** Total inaugure au large de la côte Nord-Ouest de l'Angola le projet CLOV (champs de Cravo, Lirio, Orquidea et Violeta), dans l'*offshore* profond.
- **ÉTATS-UNIS** Selon la dernière édition du *U.S. Crude Oil and Natural Gas Proved Reserves* de l'EIA, les réserves pétrolières américaines sont en hausse de 9,3 % par rapport à 2012 et dépassent pour la première fois la barre des 36 milliards de barils, à 36,5 G.bl.
- **SOUTH STREAM** Saipem confirme avoir reçu une « *notification de suspension des activités marines* » de la part de son client, South Stream Transport BV. Son patron Umberto Vergine chiffre à 1,25 md€ (1,55 md\$) l'impact de l'annulation du projet sur les finances de Saipem.

VENDREDI 5

- **INVESTISSEMENTS** La chute prolongée du cours du baril pourrait entraîner le report de 150 mds\$ de projets d'investissements pétroliers et gaziers dans le monde, selon le cabinet d'études norvégien Rystad Energy.

DIMANCHE 7

- **ALGÉRIE** L'exploitation commerciale du gaz de schiste en Algérie devrait commencer en 2022 avec une production de 20 G.m³, déclare le p-dg de Sonatrach, Saïd Sahnoun.
- **CARBURANT** Anne Hidalgo annonce qu'elle veut « *la fin du diesel à Paris en 2020* » mais aussi rendre le centre de la capitale (I^{er}, II^e, III^e et IV^e arrondissements) « semi-piétonnier ».

LUNDI 8

- **GTT** Total annonce la cession de sa participation résiduelle de 10,4 % dans GTT au fonds souverain de Singapour Temasek.
- **CONOCOPHILLIPS** ConocoPhillips annonce une réduction de ses investissements pour 2015 d'environ 20 %, à 13,5 mds\$, sur fond de chute des cours du pétrole.

- **DEEPWATER HORIZON** La Cour suprême des États-Unis refuse de se saisir d'un recours de BP qui affirme être contraint de payer des centaines de millions de dollars à des entreprises et commerces « *sans lien apparent* » avec la marée noire de 2010 dans le Golfe du Mexique.
- **PÉTROLE** L'Irak baisse ses prix officiels de vente de brut léger de Bassora (Basra light) en janvier pour l'Asie et pour les États-Unis mais majore légèrement celui pour l'Europe, annonce l'Oil Marketing Compagny irakienne (SOMO).
- **CANADA** Le ministre des Ressources naturelles du Canada, Greg Rickford, annonce le dépôt d'un projet de loi sur la sûreté des pipelines « *qui resserrera encore le dispositif canadien de sécurité des pipelines, l'un des plus rigoureux au monde* ».

MARDI 9

- **TOTAL** Total annonce la réorganisation de sa branche Exploration et Production. Depuis le 1^{er} janvier 2015, la branche E&P est réorganisée en cinq directions géographiques, une direction Exploration et 5 directions fonctionnelles.
- **CLIMAT** L'objectif de 10 mds\$ fixé par les Nations unies pour aider les pays les plus pauvres à faire face aux conséquences du réchauffement climatique dans le cadre du Fonds vert est atteint grâce aux contributions de 166 M\$ de l'Australie et de 64 M\$ de la Belgique. Le total des dons des 24 pays contributeurs s'élève à 10,14 mds\$.
- **UKRAINE** L'Ukraine a reçu les premières livraisons de gaz russe depuis leur interruption en juin, annonce Ukrtransgaz. Quelques jours plus tôt, Naftogaz avait payé 378 M\$ d'avance à Gazprom pour 1 G.m³ de gaz.
- **NOUVELLE-ZÉLANDE** La Nouvelle-Zélande va attribuer 15 nouveaux permis d'exploration (6 *onshore*, 9 *offshore*) annonce le ministère néo-zélandais de l'Énergie, des Ressources et des Transports à l'issue d'un appel d'offres.
- **ECOMOUV'** La direction d'Ecomouv', la société qui devait collecter l'écotaxe, annonce sa mise en liquidation et le licenciement des 200 salariés, conséquence de la dénonciation du contrat par l'État le 30 octobre.
- **BANGLADESH** Un pétrolier de la Bangladesh Petroleum Corporation transportant environ 357 000 litres de pétrole coule dans la région protégée des Sundarbans, après avoir heurté un autre navire.

MERCREDI 10

- **BP** BP annonce une charge d'environ 1 md\$ sur cinq trimestres pour mener à bien sa restructuration, qui vise à simplifier l'entreprise dans ses activités amont et aval ainsi que dans ses fonctions support, et ce, dans un contexte de chute des cours.
- **BG GROUP** Le groupe BG Group cède la société QCLNG (Queensland Curtis LNG) Pipeline Pty Ltd, qui gère un pipeline de 543 km en Australie, à l'Australien APA Group pour environ 5 mds\$.
- **PÉTROLE** Le Koweït baisse à son tour son prix officiel de vente de brut. La Kuwait Petroleum a établi son prix officiel de vente du baril de brut pour janvier 3,95 dollars en dessous de la valeur de référence dans la région.
- **MEXIQUE** La Commission nationale des hydrocarbures (CNH) dévoile les modalités d'un appel d'offres portant sur 14 contrats d'exploration et production de pétrole et de gaz en eau peu profonde, prévu dans le cadre de la réforme de l'énergie destinée à redresser la production de brut. Les sociétés privées retenues seront annoncées le 17 juillet 2015.

JEUDI 11

- **HALLIBURTON** Halliburton va supprimer « environ 1 000 emplois dans l'hémisphère Est, c'est-à-dire en Europe, Asie, Afrique, au Moyen-Orient et en Australie », sur fond de chute des prix du pétrole, annonce Chevalier Mayes, une porte-parole du groupe.

VENDREDI 12

- **NORVÈGE** La directrice générale de l'Association norvégienne du pétrole et du gaz (Norog), Gro Braekken, remet sa démission à la suite d'une divergence de vues avec le conseil d'administration sur l'organisation de l'association pour les années à venir. Elle quittera ses fonctions avant l'été.
- **AIE** L'Agence internationale de l'énergie (AIE) révisé à la baisse sa prévision de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2015. La consommation de pétrole devrait augmenter de 900 000 barils par jour pour atteindre 93,3 Mb/j, au lieu des 93,6 Mb/j précédemment estimés. Pour 2014, l'agence maintient sa prévision à 92,4 Mb/j.
- **BP** BP démarre ses opérations d'exploitation de sables bitumineux au Canada, un gigantesque projet d'au moins 3 mds\$. La production de pétrole *stricto sensu* débiterait au 1^{er} trimestre 2015.

DIMANCHE 14

- **CLIMAT** Les pays présents à la conférence de l'ONU de Lima (COP20), prolongée de plus de 30 heures, dépassent le clivage persistant Nord-Sud pour conclure *in extremis* un accord fixant le format des futurs engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).
- **TECHNIP** Technip renonce à déposer une offre publique d'achat sur CGG faute d'avoir pu trouver un terrain d'entente. Technip proposait de racheter son confrère pour 1,5 md€, une offre dès le départ rejetée à l'unanimité par le conseil d'administration de CGG.

LUNDI 15

- **AUTOMOBILE** Le ministre de l'Économie et de l'Industrie Emmanuel Macron dévoile le nouveau dispositif de soutien à la filière automobile lors de la 1^{ère} réunion plénière du Comité stratégique de la filière (CSF) Automobile depuis la signature du contrat de filière en octobre 2012.
- **ARCTIQUE** Le Danemark présente devant la Commission des limites du plateau continental des Nations unies sa demande de souveraineté d'un vaste territoire dans l'océan autour du pôle Nord, arguant que le plateau continental au Nord du Groenland y est relié.
- **PÉROU** Lima lance un appel d'offres international portant sur 7 blocs d'exploration et de production en Amazonie péruvienne. Il espère un investissement cumulé de 3,15 mds\$.
- **BROWSE LNG** Woodside annonce le report le développement du projet de FLNG qui devait entrer en phase de FEED. La décision finale d'investissement est repoussée à 2016.
- **APACHE** Apache cède ses parts dans les projets GNL, Wheatstone LNG et Kitimat LNG, à Woodside pour un montant total de 2,75 mds\$.

MARDI 16

- **ACQUISITION** Repsol va racheter le Canadien Talisman Energy pour 8,3 mds\$ plus la dette, soit 13 à 15,5 mds\$ selon les estimations. Cette opération permettra à Repsol d'augmenter de 76 % sa production, à 680 000 bep/j.
- **RUSSIE** Le ministre russe de l'Énergie, Alexandre Novak, annonce que la Russie maintiendra sa production pétrolière de 2015 au niveau de 2014.
- **MAROC** Le ministre marocain de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, Abdelkader Amara, dévoile un plan national de 4,6 mds\$ pour développer le GNL dans le pays.

- **CANADA** Le Québec n'exploitera pas le gaz de schiste, après les conclusions négatives du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), déclare le Premier ministre, Philippe Couillard.
- **ENCANA** Le groupe canadien Encana décide de concentrer ses investissements en 2015 sur les quatre gisements développant une forte croissance de leur marge, Montney, Duvernay, Eagle Ford et Permian.

MERCREDI 17

- **TRANSPARENCE** Le projet de loi autorisant la transposition en droit français de la directive européenne concernant la transparence des compagnies pétrolières est définitivement adopté au Parlement.
- **GAZ** GRTgaz et TIGF lance le processus d'intégration de leurs zones d'équilibrage de réseau : les points d'échange de gaz (PEG) Sud et Sud-Ouest. Baptisée *Trading Region South* (TRS), la nouvelle place de marché sera opérationnelle le 1^{er} avril 2015.
- **EXPLORATION** Le Canadien Vermilion dépose une demande de permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux pour 5 ans sur le permis de Beckenrand, dans le Haut-Rhin, selon une communication du gouvernement français au *Journal officiel de l'UE*.
- **ÉTATS-UNIS** Barack Obama interdit *sine die* les forages de gaz et de pétrole dans la Baie de Bristol, en Alaska, pour préserver l'industrie du tourisme et de la pêche de cette vaste région sauvage, qui faisait déjà l'objet d'un moratoire depuis 2010.
- **TRANSPORT GAZIER** L'Ukrainien Ukrtransgaz et le Polonais Gaz-System signent un accord de coopération pour l'interconnexion de leurs réseaux gaziers.
- **ÉTATS-UNIS** Invoquant des craintes pour la santé publique, le gouverneur de l'État de New York décide d'interdire la fracturation hydraulique pour l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste.
- **CHEVRON** Chevron suspend *sine die* un projet de forage pétrolier en Mer de Beaufort, dans l'Arctique canadien. Il invoque « *les incertitudes économiques* » qui pèsent sur l'industrie.

JEUDI 18

- **CLIMAT** Le Parlement français adopte définitivement le projet de loi autorisant la ratification d'un amendement au protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui acte la poursuite de son application jusqu'en 2020.
- **SANCTIONS** Le Conseil des ministres de l'Union européenne adoptent d'importantes sanctions supplémentaires concernant les investissements, les services et les échanges avec la Crimée et Sébastopol, afin de réaffirmer que l'UE ne reconnaît pas leur annexion illégale par la Russie.
- **ARABIE SAOUDITE** Le ministre saoudien du Pétrole, Ali al-Nouaïmi, juge « *impossible* » d'envisager une réduction de l'offre du royaume, chef de file de l'OPEP, qui aboutirait à une perte de sa part de marché au bénéfice de producteurs non membres du cartel.
- **BASF** BASF annonce l'annulation d'un vaste échange d'actifs avec Gazprom, prévu depuis novembre 2012, sur fond de crise entre la Russie et l'Occident au sujet du dossier ukrainien.
- **YAMAL LNG** L'État russe pourrait verser 150 milliards de roubles (2,5 mds\$) pour le projet Yamal LNG au 1^{er} trimestre 2015 *via* le fonds souverain national, déclare Nikolai Podgousov, vice-ministre de l'Énergie russe.

VENDREDI 19

- **GAZ** Les TRV du gaz vont augmenter de 1,8 % en janvier en raison du doublement à cette date de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN) alors que, selon la Commission de régulation de l'énergie (CRE), ils se seraient inscrits en baisse de 0,64 % en moyenne hors taxes.
- **ÉGYPTE** La compagnie d'État pétrolière égyptienne (EGPC) signe un contrat d'extraction de gaz par fracturation hydraulique avec Apache et Shell, avec un investissement de « *30, 40 M\$ et le*

forage de trois puits horizontaux » dans la région d'Abu al-Ghardeeq, dans le désert occidental, à 200 km à l'Ouest du Caire, annonce le ministère du Pétrole égyptien.

- **TRANSOCEAN** Le Suisse Transocean annonce la mise au rebut de 7 plateformes d'eaux profondes et de moyenne profondeur ainsi que la conclusion de 4 nouveaux contrats de location de plateformes de forage pétrolier pour un total de 453 M\$.
- **ISRAËL** L'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution condamnant Israël à verser 856,4 M\$ de dédommagements au Liban pour la marée noire qui avait souillé son littoral pendant la guerre contre le Hezbollah en 2006.

LUNDI 22

- **ALSTOM** Les autorités américaines infligent une amende record de 772,29 M\$ au groupe énergétique Alstom, accusé de corruption dans plusieurs pays, notamment en Égypte, en Arabie saoudite et en Indonésie.
- **ROSNEFT** Le groupe pétrolier russe Rosneft, visé par des sanctions aux États-Unis en raison de la crise ukrainienne, renonce au rachat de la division de courtage pétrolier de la banque américaine Morgan Stanley, faute d'avoir obtenu l'accord des autorités américaines de régulation.
- **JAPON** Le plus important fournisseur d'essence nippon, JX Holdings, prévoit d'installer 2 000 stations à hydrogène pour véhicules à pile à combustible au Japon d'ici à 2020.
- **OPEP** L'OPEP maintiendra sa production même si les prix du brut tombent à 20 dollars le baril, affirme le ministre saoudien du Pétrole, Ali al-Nouaïmi.
- **VIETNAM** Le gouvernement vietnamien a délivré une licence pour la construction d'un complexe pétrochimique et d'une raffinerie, un projet évalué à 22 mds\$, selon un officiel du gouvernement vietnamien. Le projet est porté à parité par le Thaïlandais PTT Pcl et Saudi Aramco.

MARDI 23

- **GAZPROM** Le conseil d'administration de Gazprom adopte un programme de réduction des coûts de 13,1 milliards de roubles (195 M€) pour 2015. Selon *Interfax*, Gazprom envisagerait de réduire d'un quart ses effectifs, soit jusqu'à 125 000 postes.
- **ISRAËL** L'Autorité israélienne de la concurrence empêche la conclusion d'un accord jugé monopolistique entre le groupe américain Noble Energy et son partenaire israélien Delek sur le grand champ de gaz offshore Leviathan. « *L'entrée de Delek et Noble dans Leviathan crée une situation où ces deux groupes contrôlent la totalité des réserves de gaz au large des côtes d'Israël* », souligne-t-elle dans un communiqué. Noble et Delek contrôlent déjà le champ Tamar.
- **DEEPWATER HORIZON** BP demande à payer moins que les 16 à 18 mds\$ réclamés par le gouvernement fédéral américain pour la marée noire de 2010 dans le Golfe du Mexique, invoquant notamment le récent plongeon des cours du pétrole et ses efforts pour limiter la catastrophe et ses conséquences, selon l'argumentaire soumis à un tribunal fédéral de Louisiane.
- **ÉTATS-UNIS** Le Texas, principal État producteur d'hydrocarbures des États-Unis, a vu le nombre de nouveaux permis de forage pétrolier chuter de 57 % en novembre, à 376, comparé à octobre dernier, selon le régulateur texan du secteur, la Railroad Commission of Texas. La chute est également de 46 % pour les nouveaux puits de pétrole et de gaz, à 977.

MERCREDI 24

- **CROISSANCE MONDIALE** Si les prix du pétrole restent bas, « *le PIB mondial devrait gagner 0,3 % à 0,7 % en 2015, comparé à un scénario sans baisse des prix du pétrole* », selon un billet publié sur le blog du FMI et co-signé par son chef économiste, Olivier Blanchard.

- **BP** BP a conclu un accord pour racheter 20 % de Taas-louriakh, un important gisement d'hydrocarbures situé en Sibérie, au Russe Rosneft, révèle *Kommersant*, qui estime la transaction entre 700 millions et 800 millions de dollars.
- **PETROBRAS** Providence, une ville américaine de Rhode Island (Est), porte plainte à New York pour corruption contre Petrobras, sa présidente, Graça Foster, son directeur financier, Almir Barbassa, et d'autres gestionnaires.

VENDREDI 26

- **RUSSIE** L'économie russe pourrait subir une contraction de 4 % de son PIB et son déficit budgétaire atteindre 3 % en 2015 à cause de la chute des cours du pétrole et du rouble, estime le ministre des Finances, Anton Silouanov.
- **MAROC** Un accord d'homologation des prix de produits pétroliers est signé entre le gouvernement et les distributeurs de produits pétroliers en vue d'atteindre en 2015 une décompensation (réduction des subventions publiques) de ces produits et une libéralisation totale du marché.

SAMEDI 27

- **GAZ DE SCHISTE** Le premier forage-pilote de gaz de schiste réalisé par Sonatrach en Algérie, dans le bassin d'Ahnet, à In Salah, s'est avéré « *très prometteur* », déclare le ministre de l'Énergie, Youcef Yousfi. Le puits AHTI H2 a confirmé la présence de réserves importantes de gaz de schiste dans cette zone, précise-t-il.

LUNDI 29

- **ARABIE SAOUDITE** L'Arabie saoudite, premier pays exportateur mondial de pétrole, table sur un déficit budgétaire de 38,6 mds\$ en 2015, le premier depuis 2011 et le plus important qu'elle ait jamais prévu, en raison de la chute des cours du brut.
- **SOUTH STREAM** Gazprom annonce le rachat des parts du Français EDF, de l'Italien Eni et de l'Allemand Wintershall (groupe BASF), pour contrôler la totalité de South Stream Transport B.V., après l'abandon par Moscou du projet de gazoduc vers l'Europe.
- **POLLUTION** Ségolène Royal fait supprimer l'interdiction des feux de cheminée en foyer ouvert qui devait entrer à vigueur au 1^{er} janvier 2015 à Paris et dans 435 communes environnantes en application d'un arrêté du préfet de la région Île-de-France.
- **GNL** L'Algérie et l'Égypte concluent un accord pour la livraison de 750 000 m³ de gaz naturel liquéfié algérien à l'Égypte en 2015.

MARDI 30

- **STATIONS-SERVICE** Les aides destinées à la modernisation et à la diversification des stations-service indépendantes seront maintenues à leur niveau actuel en 2015 et 2016, assure le cabinet de la secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation, Carole Delga. Le Comité professionnel de distribution de carburants (CPDC), qui disposait d'un budget de 2,9 M€ va être supprimée, ses missions étant transférées dès 2015 au FISAC (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) doté de 17 M€.
- **ALGÉRIE** Le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, signe une loi de finances 2015 qui prévoit un déficit d'environ 41,7 mds€, dans un contexte marqué par la chute des prix du pétrole, principale ressource du pays.
- **ÉTATS-UNIS** Le gouvernement américain approuve les requêtes de certaines compagnies en vue d'exporter du pétrole brut ultra léger, malgré l'embargo en vigueur depuis les années 1970.

- **LAVACA BAY LNG** Le groupe Exceleerate Energy, qui envisageait de construire une unité flottante de liquéfaction à Lavaca Bay, au Texas, décide de suspendre son projet, selon les documents déposés auprès de la FERC.

MERCREDI 31

- **PÉTROLE** Pour son dernier jour de cotation de 2014, le baril de Brent de la Mer du Nord pour livraison en février termine la séance à 57,33 dollars, son plus bas niveau de clôture depuis cinq ans et demi, soit un plongeon de 50 % depuis le pic à 115,06 \$ le 19 juin, et de 48 % sur l'année. À New York, le *Light sweet crude* (WTI) finit l'année à 53,27 \$ le baril, un plus bas depuis le 1^{er} mai 2009, ce qui représente repli de 46 % sur l'année.
- **ECOMOUV'** L'État versera à Ecomouv' une indemnité nette de 403 M€, à la suite de la résiliation du contrat pour l'écotaxe le 30 octobre dernier, annonce la société. À cela doit s'ajouter une quarantaine de millions d'euros annuels correspondant aux dettes bancaires reprises par l'État et qui doit lui permettre d'éviter d'aller au contentieux. Au total, l'État versera environ 800 M€.
- **EXPLORATION** Le ministère de l'Écologie et de l'Énergie donne un coup d'arrêt à la recherche d'hydrocarbures dans le Gers en se prononçant pour le rejet de 8 nouveaux permis et contre le renouvellement de 2 autres, annonce le prédécesseur de Ségolène Royal et président socialiste du Conseil général du Gers, Philippe Martin.
- **ÉGYPTE** L'Égypte a remboursé 2,1 mds\$ de sa dette aux compagnies énergétiques étrangères, annonce le ministre égyptien du Pétrole, Sherif Ismail. BG Group déclare avoir reçu du Caire la somme de 350 M\$, réduisant ainsi la créance égyptienne à environ 920 M\$.
- **MOZAMBIQUE** L'Institut national du pétrole (INP) du Mozambique prolonge de trois mois la durée du 5^e appel d'offres pour l'attribution de 15 blocs d'exploration d'hydrocarbures, lancé en octobre dernier. La date-limite de dépôt des dossiers est repoussée du 20 janvier au 30 avril.

Évolution des prix de vente des carburants et des fiouls en France

Source : Relevés hebdomadaires de la DGEC

Moyenne mensuelle 2010-2014	Prix de vente H.T.T						
	Gazole euro/hl	Gazole non routier* Euro/hl	SP 95 euro/hl	SP 98 euro/hl	GPL carburant euro/hl	FOD ⁽¹⁾ euro/hl	FOL** euro/t
Année 2010	53,09	-	51,96	54,94	55,69	54,20	393,16
Année 2011	67,95	-	64,28	67,45	65,41	68,58	504,86
Janvier 2012	74,00	-	68,44	71,91	65,60	75,15	585,46
Février 2012	74,72	-	71,11	74,45	66,86	78,44	604,53
Mars 2012	76,90	-	75,54	79,08	69,03	78,72	630,63
Avril 2012	75,76	-	76,86	80,98	69,73	77,33	626,24
Mai 2012	73,06	-	70,96	75,84	69,53	74,74	588,56
Juin 2012	68,26	-	66,57	71,45	69,50	69,80	536,24
Juillet 2012	71,27	-	68,32	73,16	67,98	72,85	572,73
Août 2012	75,98	-	73,86	78,35	66,56	76,49	617,66
Septembre 2012	74,91	-	72,47	77,44	66,54	76,08	606,70
Octobre 2012	75,37	-	70,97	75,76	66,49	76,59	560,82
Novembre 2012	73,41	-	66,43	71,14	67,37	74,90	538,70
Décembre 2012	70,52	-	65,49	70,03	67,79	73,45	518,37
Année 2012	73,68	-	70,59	74,97	67,78	75,35	582,11
Janvier 2013	71,57	-	68,72	72,81	68,20	74,97	548,68
Février 2013	73,60	-	72,93	76,92	68,05	77,29	568,24
Mars 2013	72,26	-	72,17	76,58	68,47	75,44	549,42
Avril 2013	68,62	-	68,49	73,53	68,44	71,95	526,69
Mai 2013	67,02	-	66,48	71,34	67,08	70,37	531,09
Juin 2013	66,76	-	66,87	71,54	66,67	69,68	529,24
Juillet 2013	68,26	-	67,33	72,46	66,67	70,64	533,93
Août 2013	69,13	-	68,13	73,36	66,41	70,82	535,56
Septembre 2013	70,11	-	66,61	72,19	66,35	71,83	534,09
Octobre 2013	67,16	-	63,04	68,27	66,0	69,70	510,86
Novembre 2013	66,16	-	62,44	67,22	65,79	69,49	514,43
Décembre 2013	67,34	-	63,85	68,59	66,10	70,59	519,87
Année 2013	68,97	-	67,26	72,07	67,01	71,87	533,44
Janvier 2014	66,67	-	63,63	68,24	66,25	69,66	509,54
Février 2014	66,71	-	64,45	68,87	66,29	69,26	534,65
Mars 2014	65,17	-	64,07	68,70	66,01	67,91	528,67
Avril 2014	64,87	67,28	64,89	69,58	66,00	67,54	523,51
Mai 2014	64,83	66,82	65,40	70,12	66,17	67,63	527,45
Juin 2014	65,06	68,06	66,46	71,25	65,97	67,65	541,13
Juillet 2014	64,55	66,92	66,24	71,51	65,27	67,01	517,05
Août 2014	64,17	66,59	63,59	69,10	65,75	67,16	502,50
Septembre 2014	63,57	66,40	62,96	68,34	64,88	66,73	511,95
Octobre 2014	60,83	63,29	60,24	65,63	64,48	63,91	473,02
Novembre 2014	58,53	60,68	56,93	62,14	63,93	61,64	419,98
Décembre 2014	50,56	52,35	48,98	54,55	63,33	54,80	353,12

Moyenne mensuelle 2010-2014	Prix de vente T.T.C						HTVA
	Gazole euro/hl	Gazole non routier* Euro/hl	SP 95 euro/hl	SP 98 euro/hl	GPL carburant euro/hl	FOD ⁽¹⁾ euro/hl	FOL** euro/t
Année 2010	114,67	-	134,64	138,21	73,77	71,60	411,66
Année 2011	133,54	-	149,95	153,74	85,40	88,79	523,36
Janvier 2012	140,93	-	155,02	159,17	85,62	96,65	603,96
Février 2012	141,93	-	158,31	162,30	87,13	100,59	623,03
Mars 2012	144,53	-	163,60	167,83	89,72	100,92	949,13
Avril 2012	143,17	-	165,18	170,10	90,57	99,26	644,74
Mai 2012	139,94	-	158,12	163,96	90,32	96,15	607,06
Juin 2012	134,20	-	152,87	158,71	90,28	90,25	554,74
Juillet 2012	137,80	-	154,97	160,76	88,47	93,90	591,23
Août 2012	142,72	-	160,88	166,25	86,77	98,25	636,16
Septembre 2012	138,58	-	156,35	162,29	86,74	97,76	625,20
Octobre 2012	139,12	-	154,55	160,27	86,69	98,37	579,32
Novembre 2012	136,77	-	149,11	154,74	87,74	96,35	557,20
Décembre 2012	135,26	-	149,94	155,36	88,25	94,61	539,87
Année 2012	139,58	-	156,58	161,82	88,23	96,88	600,61
Janvier 2013	137,86	-	155,14	160,03	88,73	96,43	567,18
Février 2013	140,57	-	160,47	165,26	88,55	99,21	586,74
Mars 2013	138,98	-	159,57	164,84	89,06	97,00	567,92
Avril 2013	134,62	-	155,16	161,20	89,01	92,81	545,19
Mai 2013	132,71	-	152,77	158,58	87,39	90,93	549,59
Juin 2013	132,40	-	153,24	158,81	86,91	90,11	547,74
Juillet 2013	134,19	-	153,79	159,91	86,90	91,25	552,43
Août 2013	135,22	-	154,74	160,99	86,59	91,47	554,06
Septembre 2013	136,40	-	152,92	159,59	86,52	92,67	552,59
Octobre 2013	132,87	-	148,65	154,91	86,11	90,13	529,36
Novembre 2013	131,68	-	147,93	153,64	85,85	89,89	532,96
Décembre 2013	133,09	-	149,62	155,29	86,22	91,19	538,37
Année 2013	135,02	-	153,67	159,43	87,31	92,72	551,94
Janvier 2014	132,84	-	149,91	155,44	86,68	90,38	528,04
Février 2014	132,96	-	150,93	156,24	86,73	89,91	553,15
Mars 2014	131,11	-	150,49	156,04	86,39	88,28	547,17
Avril 2014	130,76	91,37	151,46	157,09	86,40	87,84	545,41
Mai 2014	130,71	90,82	152,07	157,74	86,59	87,95	549,35
Juin 2014	130,99	92,30	153,36	159,10	86,35	87,97	563,03
Juillet 2014	130,37	90,94	153,09	159,40	85,52	87,20	538,95
Août 2014	129,91	90,54	149,90	156,51	86,09	87,39	524,40
Septembre 2014	129,20	90,32	149,15	155,60	85,04	86,87	533,85
Octobre 2014	125,90	86,58	145,89	152,35	84,56	83,48	494,92
Novembre 2014	123,15	83,44	141,92	148,16	83,91	80,76	441,88
Décembre 2014	113,58	73,44	132,36	139,06	83,18	72,55	375,02

(1) Pour livraison unitaire de 2 à 5 mètres cubes.

* La DGEC a intégré à partir du 4 avril 2014 les prix du gazole non routier (livraison inférieure à 5 000 litres)

** Fioul HTS (> 2 % de teneur en soufre) jusqu'à fin décembre 2009. Depuis 2010, la DGEC ne transmet plus que les relevés du FOL TBTS (<= 1 %).



Le seul quotidien français de l'industrie pétrolière

Le Bulletin de l'Industrie Pétrolière assure pour vous la veille permanente des évolutions majeures dans les secteurs du pétrole et du gaz en France et dans le monde.

- Réagissez aux événements du jour sur la scène pétrolière et gazière internationale.
- Analysez les statistiques et les données financières de référence du secteur.
- Anticipez les mouvements et l'évolution de la filière pétrolière.
- Décidez grâce à la veille mondiale sur les tarifs et la fiscalité des produits énergétiques.

Disponible également sur tablette

BULLETIN D'ABONNEMENT

Bulletin à renvoyer complété et accompagné de votre règlement à : Groupe Moniteur - BIP Enerpresse - 17 rue d'Uzes 75108 Paris cedex 02

CHOISISSEZ VOTRE FORMULE

FORMULE CLASSIQUE (édition papier)

250 numéros - 2 600 € HT

FORMULE NUMÉRIQUE (édition électronique)

250 numéros - 2 250 € HT

Oui, je m'abonne au BIP pour **1 an** (cochez la formule de votre choix)

FORMULE CLASSIQUE - 2 600 € HT

FORMULE NUMÉRIQUE - 2 250 € HT

PV000

Je choisis de régler par :

Chèque à l'ordre de Groupe Moniteur

Carte bancaire

Date de validité

Cryptogramme **OBLIGATOIRE**

(3 derniers chiffres au dos de votre carte sur la bande de signature)

Par mandat administratif à réception de facture

Cachet et/ou signature obligatoire

Je vous communique mes coordonnées : M. Mme

Nom

Prénom

Société

Fonction

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

Fax

E-mail

N° Siret

Je souhaite recevoir une facture acquittée

Offre valable jusqu'au 31/12/2014. (1) Offre valable uniquement pour tout nouvel abonné. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier, vous opposer à leur traitement ou à leur transmission éventuelle à des tiers, en écrivant au Service Abonnements.